



Énergie. Un «avenir spécial» sur la sortie du nucléaire, 2012

[avenir-suisse.ch/fr/20727](http://avenir-suisse.ch/fr/20727)



Energiesicherheit ohne Autarkie – Die Schweiz im globalen Kontext, 2010

[avenir-suisse.ch/137](http://avenir-suisse.ch/137)  
(ouvrage uniquement en allemand)



Énergie pour l'économie et le bien-être. D'où vient l'énergie, qui la consomme et pourquoi est-elle si importante pour notre bien-être?, 2010

[avenir-suisse.ch/fr/2527](http://avenir-suisse.ch/fr/2527)

## Politique climatique nationale excessive

La Stratégie énergétique 2050, en plus de prévoir la sortie du nucléaire et la promotion des énergies renouvelables, fixe des objectifs ambitieux en matière de réduction de la consommation d'énergie et d'électricité et, dans ce sillage, de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Lors de la conférence de Paris sur le climat, la Suisse a affirmé sa volonté de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 30% par rapport au niveau de 1990 d'ici à 2030. Selon la direction prise par la Confédération dans sa politique énergétique, il faudrait diminuer de moitié la consommation d'énergie par habitant au cours des vingt prochaines années.

L'amélioration de l'efficacité énergétique nécessaire pour atteindre ces objectifs devrait passer jusqu'en 2020 par une large palette d'obligations, d'interdictions et de mesures d'encouragement. Dans un deuxième temps, le Conseil fédéral souhaite remplacer progressivement cet ensemble de mesures par un système d'incitation. La réflexion derrière cette transition prévue est que la manière la plus

efficace de réduire la consommation d'énergie consiste à s'en remettre au marché.

### La Suisse, déjà un élève exemplaire

On se berce d'illusions si l'on espère, comme c'est souvent le cas jusqu'à présent, pouvoir réduire drastiquement la consommation d'énergie en exploitant le potentiel d'efficacité existant sans coûts économiques conséquents. Ni les entreprises ni les ménages n'ont intérêt à gaspiller de l'énergie. C'est particulièrement vrai en Suisse, où les émissions de CO<sub>2</sub> sont aujourd'hui déjà taxées comme nulle part ailleurs. Parallèlement, aucun autre pays industrialisé ne dégage aussi peu d'émissions par rapport à son PIB. Cela laisse à penser que les coûts engendrés par un accroissement encore plus marqué de l'efficacité énergétique en Suisse seraient particulièrement élevés en comparaison internationale et qu'ils nuiraient à la compétitivité de l'économie.

Une étude commandée par le Conseil fédéral estime que, en 2030, les taxes d'incitation sur les combustibles et carburants devraient s'élever à 310 francs par tonne de CO<sub>2</sub> pour atteindre les objectifs de réduction annoncés. Cela correspondrait à une taxe de 81 centimes le litre de mazout et de 73 centimes le litre d'essence, celle-ci venant s'ajouter aux charges actuelles qui continueraient en partie à être appliquées. Des taxes si élevées ne pourraient guère être réalisables d'un point de vue politique. Ainsi, il est à craindre que l'introduction d'un système d'incitation mènerait à une coexistence sur le long terme de mesures d'encouragement et d'incitation. Pour des raisons

d'économie politique et de fiscalité, il est hautement improbable que, dans ces conditions, une grande partie des taxes incitatives soient réellement (comme cela a été annoncé) reversées à la population.

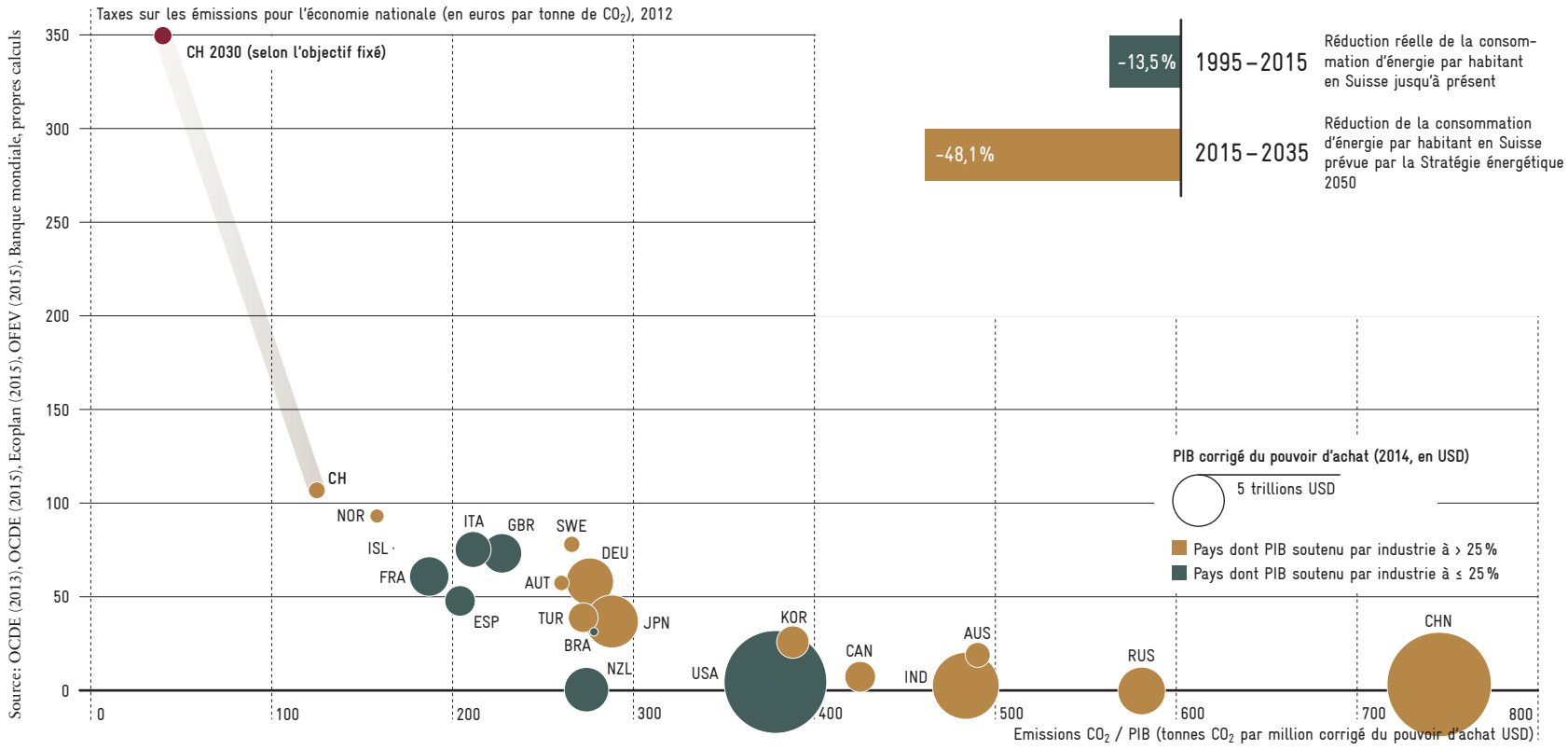
### Garder le sens de la mesure

Dans le contexte international, une promesse faite unilatéralement par la Suisse pour agir en faveur de la protection du climat grâce à des taxes d'incitation reviendrait à une politique symbolique coûteuse. La Suisse n'est à l'origine que de 0,1% des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et elle ne peut pas influencer le climat de façon sensible. Dans le domaine de la protection du climat, la tentation de profiter des efforts de l'autre est forte, même après les accords de Paris. Il y a un fort risque que la Suisse se transforme non pas en modèle mais en exemple dissuasif pour les autres pays, en particulier si les entreprises qui consomment beaucoup d'énergie délocalisent leur production à l'étranger. Des dispositions exceptionnelles en faveur des entreprises particulièrement touchées pourraient certes atténuer le problème de la délocalisation, mais la charge supportée par le reste de l'économie et par les ménages en serait d'autant plus lourde.

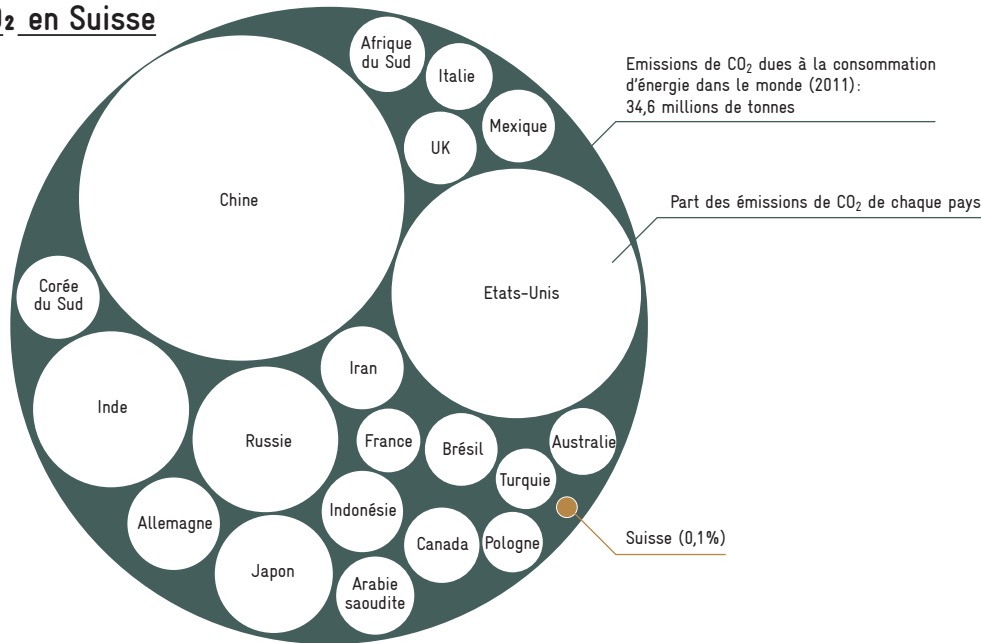
La politique climatique et énergétique de la Confédération repose sur des suppositions en partie irréalistes quant à la robustesse de la croissance économique et aux chances d'infléchir la consommation d'énergie. Si elle est mise en œuvre, on peut s'attendre à ce que la liberté d'action des individus en pâtisse et que la place économique perde de son attractivité. *DH*

## Lourde taxation nécessaire afin d'atteindre les objectifs pour 2030

## Un objectif ambitieux



## Peu de CO<sub>2</sub> en Suisse



La Suisse est, aujourd'hui déjà, un élève exemplaire: les émissions de CO<sub>2</sub> sont lourdement taxées et sont modestes par rapport au PIB. La Suisse veut réduire encore ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 grâce à des mesures nationales et internationales. Selon les projections, une taxe uniforme sur le CO<sub>2</sub> de plus de 300 francs par tonne sera nécessaire pour appliquer les mesures au niveau national (en sus des charges déjà existantes, comme l'impôt sur les huiles minérales). Si les pays émetteurs les plus importants ne restent qu'au stade des promesses en matière de protection du climat, ce plan pourrait avoir de lourdes conséquences pour la prospérité de la Suisse.

Votation 466.  
Redevance incitative sur l'énergie en faveur de l'environnement.  
Référendum obligatoire

Votation 481.  
Pour garantir l'AVS – taxer l'énergie et non le travail.  
Initiative populaire

Votation 591.  
Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie. Initiative populaire